



Politique climatique, Politique financière

NON au fonds climat et aux dettes qu'il entraînerait

22.01.2026

D'un coup d'oeil

- L'économie suisse s'engage fortement dans le domaine de la protection de l'environnement: depuis 1990, l'industrie a divisé ses émissions par deux et doublé sa performance économique
- Le fonds climat entraînerait la création de dettes pouvant atteindre 10 milliards de francs par an et pourrait conduire à des hausses d'impôts massives
- Une protection du climat qui pèse sur les ménages et sur les entreprises et affaiblirait ainsi les performances économiques de la Suisse va dans la mauvaise direction

L'initiative pour un fonds climat soumise au vote le 8 mars prochain serait lourde de conséquences pour la Confédération, la population et les entreprises. Le fonds proposé entraînerait la constitution de dettes pouvant atteindre jusqu'à 10 milliards de francs par an et donc des charges d'intérêts se chiffrant en milliards. Des hausses d'impôts massives seraient inévitables. Le Conseil fédéral estime que les besoins financiers qui en découleraient équivalent à un relèvement de la TVA de 2,5 points. Une telle hausse serait de loin la plus importante depuis son introduction. Ponctionner à ce point le porte-monnaie des citoyens n'est ni nécessaire ni justifié.

La croissance économique est décorrélée des émissions

La Confédération investit, à elle seule, déjà plus de 3 milliards de francs par an dans la protection du climat et de l'environnement. Les entreprises suisses assument aussi leurs responsabilités; en comparaison avec leurs concurrentes européennes, elles investissent proportionnellement beaucoup, et avec succès, dans des mesures de protection du climat. Les émissions de gaz à effet de serre ont reculé de 26% par rapport au niveau de 1990, malgré une croissance économique sensible. La Suisse a décorrélé sa prospérité de ses émissions – même si on tient compte des importations de marchandises.

Cependant, il est également clair que la lutte contre le changement climatique est loin d'être gagnée. Une personne qui souffre d'un mal de tête ne guérira pas plus vite en prenant cinq médicaments différents, mais risque des effets secondaires graves. Une politique climatique efficace doit agir avec précision; inutile de surdoser les mesures.

Car une protection du climat qui affaiblit en même temps les performances économiques du pays n'aide personne. Or c'est précisément ce que ferait le fonds climat: il entraînerait un endettement massif, il affaiblirait des incitations économiques, il créerait une distorsion de concurrence, il freinerait l'innovation et aboutirait in fine à une allocation inopportune des ressources et à une baisse de la productivité. À cela s'ajoute que distribuer des moyens selon le principe de l'arrosoir est peu efficace et surtout inéquitable. En cas d'acceptation de cette initiative, des projets seraient subventionnés par l'État alors qu'ils auraient

été réalisés sans les aides. Il y a pire encore: des projets ne produisant pas les effets souhaités seraient encouragés aux dépens de la collectivité.

La protection du climat fonctionne seulement en agissant main dans la main avec la population et l'économie, ce que la Suisse fait déjà avec succès.

L'association d'instruments d'incitation, de programmes d'encouragement ciblés et de règles claires, déjà confirmée par le peuple à plusieurs reprises, fonctionne de manière exemplaire et nous devons poursuivre sur cette voie.

L'économie assume elle aussi ses responsabilités: dans le cadre du «programme climatique de l'économie», des entreprises s'engagent à réduire leurs émissions grâce à des solutions technologiquement ouvertes, à une coordination internationale et à des approches innovantes.

Le succès est au rendez-vous: dans l'industrie, les émissions ont reculé de 45% par rapport à leur niveau de 1990, alors que la création de valeur a doublé dans le même intervalle. Dès lors, la Suisse a pour ainsi dire déjà atteint son objectif de réduction pour 2040. C'est la meilleure preuve que la voie empruntée fonctionne, aussi sans changement de cap radical.

Constituer des dettes se chiffrant en milliards n'est pas la bonne voie

Toute personne désireuse de vraiment faire avancer la protection du climat doit agir sur les leviers décisifs: lever des blocages, accélérer des procédures et permettre le développement d'une production d'énergie dépourvue d'émissions. Pour avancer, nous avons besoin de solutions efficaces, pragmatiques et fondées sur l'économie de marché, et non d'un fonds qui ferait exploser la dette.

La présente opinion se fonde sur un exposé de Monika Rühl à l'occasion de la conférence de presse de l'alliance «NON au fonds climat» du 22 janvier 2026. Le dossier de presse se trouve [ici](#).



Monika Rühl
Présidente de la direction

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch